



4 pages fonction publique 12 septembre

jeudi 31 août 2017, par [matthias](#)

Les annonces et les premières décisions prises depuis les élections présidentielles et législatives portent un message clair : le Président de la République, le Premier ministre et le gouvernement préfèrent les riches et la loi du profit à la Fonction publique, ses usagers et ses agents.

L'accumulation des mauvais coups le démontre pour les agents de la Fonction Publique : retour du gel de la valeur du point en 2017 et 2018, mise à mal de son unicité ; inquiétudes liées à la hausse de la CSG ; projet de 120 000 suppressions d'emplois ; restauration du jour de carence au 1er janvier 2018 ; amputations drastiques de crédits socialement et économiquement utiles ; remise en cause de missions publiques ; menaces sur les 35 heures...



Les annonces et les premières décisions prises depuis les élections présidentielles et législatives portent un message clair : le Président de la République, le Premier ministre et le gouvernement préfèrent les riches et la loi du profit à la Fonction publique, ses usagers et ses agents.

L'accumulation des mauvais coups le démontre pour les agents de la Fonction Publique : retour du gel de la valeur du point en 2017 et 2018, mise à mal de son unicité ; inquiétudes liées à la hausse de la CSG ; projet de 120 000 suppressions d'emplois ; restauration du jour de carence au 1er janvier 2018 ; amputations drastiques de crédits socialement et économiquement utiles ; remise en cause de missions publiques ; menaces sur les 35 heures...

Ces attaques sont porteuses de très graves menaces pour le service public, la Fonction publique, ses agents et plus largement l'ensemble de la population.

Une situation des plus préoccupantes

Cette offensive tous azimuts amplifie encore les politiques d'austérité budgétaire, de remise en cause des missions publiques, des services et de l'emploi publics.

Les difficultés s'accroissent du fait des sous-effectifs importants causés par les suppressions massives d'emplois intervenues depuis de nombreuses années. Pour les mêmes raisons, les conditions de travail se sont dégradées. Le pouvoir d'achat a été laminé de façon inédite par les six ans de gel de la valeur du point que les deux augmentations de 0,6% sont très loin d'avoir compensé. Quant aux contre-réformes brutales et successives (Révision Générale des Politiques Publiques, Modernisation de l'Action Publique, réformes territoriales, RIFSEEP, etc.), elles génèrent une perte d'efficacité et une désorganisation de l'action publique, au détriment de l'efficacité et de la qualité du service public rendu. Dans le même temps, elles sont une source toujours plus conséquente de dégradation des conditions de vie au et hors travail des personnels.